

E 53/126

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,  
au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Florence, 26 mars 1869

Un article remarquable a paru ces jours-ci dans le N°77 de «La Correspondance italienne» du 19 courant. Comme ce journal est rédigé dans les bureaux du Ministère des affaires étrangères, je crus de mon devoir de Vous en donner connaissance, après toutefois m'être assuré que l'article contient réellement la pensée du Gouvernement, ce qui me fut affirmé par le Directeur général au Ministère des affaires étrangères et aujourd'hui même par le Ministre des travaux publics, en ajoutant que les Ministres d'Italie à Berne, à Berlin, à Carlsruhe, à Stuttgart et à Munich ont reçu des instructions analogues.



Le Président du Conseil ne m'avait pas parlé du passage des Alpes depuis quelque temps. Il y a quelques mois, il était revenu à la charge sur les difficultés de s'entendre avec la Suisse, en ajoutant que S. A. R. le G. Duc de Baden, qui avait séjourné ici quelques semaines au commencement de l'hiver, avait également exprimé ses regrets qu'il fût si difficile de s'entendre avec la Suisse sur ce sujet.

Je lui répondis que je Vous avais fidèlement rapporté la conversation du mois de juillet (voir mon rapport daté de Giornico du 16 août)<sup>1</sup> mais que Vous n'aviez pas cru à propos de me donner des instructions ultérieures. Quant au G. Duc de Baden, je lui dis qu'il m'avait bien parlé avec intérêt du passage des Alpes, mais qu'il ne s'était aucunement plaint.

D'après les idées du Ministère, le prix pour l'anticipation de la percée du Mont-Cenis à payer par la France n'étant plus disponible, sa contribution à l'entreprise de la voie ferrée du St-Gothard ne saurait dépasser la moitié des 90 millions nécessaires; avec l'aide des provinces et des villes intéressées au passage des Alpes suisses, on pourrait arriver en Italie à un chiffre d'à peu près 46 millions de subsides. Dans ce chiffre sont comprises les sommes votées par Gênes et par Milan et les 10 millions imposés à la Société de la haute Italie. Mais celle-ci, en possession du Semmering, du Brenner et du Mont-Cenis, ne les donnera qu'à son corps défendant, tout passage suisse étant considéré comme une concurrence. Ce sera un obstacle redoutable à surmonter, car cette compagnie est puissante et ajoute à toute occasion des lignes à son réseau. Récemment, elle a obtenu la cession de la ligne de Turin à Savone, et de Pistoie à Florence, de Pistoie à La Spezia, à Gênes et à Nice. Son réseau embrasse maintenant toutes les lignes au nord de Florence avec station dans la Capitale. Et bientôt une nouvelle ligne viendra s'ajouter de Modène à Mantoue. Cette dernière est en rapport avec le tronçon que l'on propose d'établir au-delà des Alpes entre Rosenheim et Waldshut et avec les améliorations que l'on introduira dans les courses, de Brindisi par le Brenner à Ostende et à Berlin.

La conférence qui devait se réunir le 3 avril entre les délégués de l'Italie et des Etats Allemands à Florence a été dédite, l'Angleterre ayant craint de froisser les intérêts français en promettant sa valise [*sic*] des Indes; mais il est probable qu'elle n'est que remise. En attendant, une conférence préliminaire aura prochainement lieu à Stuttgart entre les délégués des Etats Allemands.

Revenant au passage des Alpes, vous aurez vu que la Commission du budget militaire (voir le rapport imprimé de la Commission de la Chambre que je Vous ai récemment envoyé) y faisait allusion en encourageant le Gouvernement à mettre la main à cette affaire. Les Commissions des deux Chambres qui ont examiné nos traités ont fait des allusions pareilles. L'idée d'avoir un passage neutre par la Suisse est populaire en Italie sous tous les rapports; on espère aussi que ce passage contribuera à diminuer l'énorme subside de 55 millions prévu au budget pour les lignes qui sont au-dessous du rendement garanti par l'Etat.

---

1. Cf. n° 153.